



## Union démocratique du centre (UDC)

Fondation :	1936
Abréviation :	UDC
Président-e du parti :	Toni Brunner (SG, depuis 2008)
Secrétaire général-e :	Martin Baltisser
Représentant-e-s au Conseil fédéral :	Ueli Maurer (ZH, depuis 2009)
Site Internet :	<a href="http://www.udc.ch">www.udc.ch</a>
Contact :	<a href="mailto:sg@udc.ch">sg@udc.ch</a>
Section jeunes :	Jeunes UDC Suisse
Abréviation :	JUDC
Site Internet :	<a href="http://www.jeunesudc.ch">http://www.jeunesudc.ch</a>
Contact :	<a href="mailto:liebrand@jsvp.ch">liebrand@jsvp.ch</a>



Force du parti :	<b>2003</b>	<b>2007</b>	<b>2011</b>
Force électorale :	26.7	28.9	26.6
Nombre de sièges au Conseil national :	55	62	54
Nombre de sièges au Conseil des Etats :	8	7	5



## HISTOIRE DU PARTI

L'Union démocratique du centre (UDC) a été fondée en 1936 en tant que Parti des paysans, artisans et bourgeois (PAB) à l'échelle nationale suisse. Auparavant, on avait déjà vu apparaître les partis paysans cantonaux (par ex. en 1917 à Zurich, en 1918 à Berne). Depuis 1929, le PAB était en outre représenté au Conseil fédéral par un siège. En 1971, les partis démocrates des cantons de Glaris et des Grisons se sont joints au PAB et le parti a été rebaptisé Union démocratique du centre (UDC).

Dans le cas du PAB, il s'agissait d'une scission du PLR, car les contradictions politiques (économiques) étaient devenues trop importantes entre les paysans et les petits commerçants d'un côté, et de l'autre entre les industriels et les entrepreneurs. En outre, beaucoup de politiciens fermiers défendaient les valeurs conservatrices pour les intérêts sociaux.

Du point de vue idéologique, on pouvait situer l'UDC au centre dans les années 1970. Elle se disait être le parti de la classe moyenne, cependant, cela ne lui permit pas de remporter des élections.

Dans les années 1980, un conflit interne au parti éclata entre le parti cantonal zurichois conservateur (Christoph Blocher) et la section du parti qui était moins conservatrice du point de vue social, qui était surtout fortement représentée dans les cantons de Berne et des Grisons. Ce conflit s'est largement étendu à la politique extérieure et à la politique européenne. Grâce au référendum réussi de l'UDC contre le traité de l'EEE en 1992, il était clair que la section conservatrice du parti devait sortir victorieuse de cette différence d'opinions. Depuis, l'UDC se positionne clairement comme le parti qui se prononce le plus nettement contre une libéralisation de la politique extérieure et contre une intégration dans l'UE.

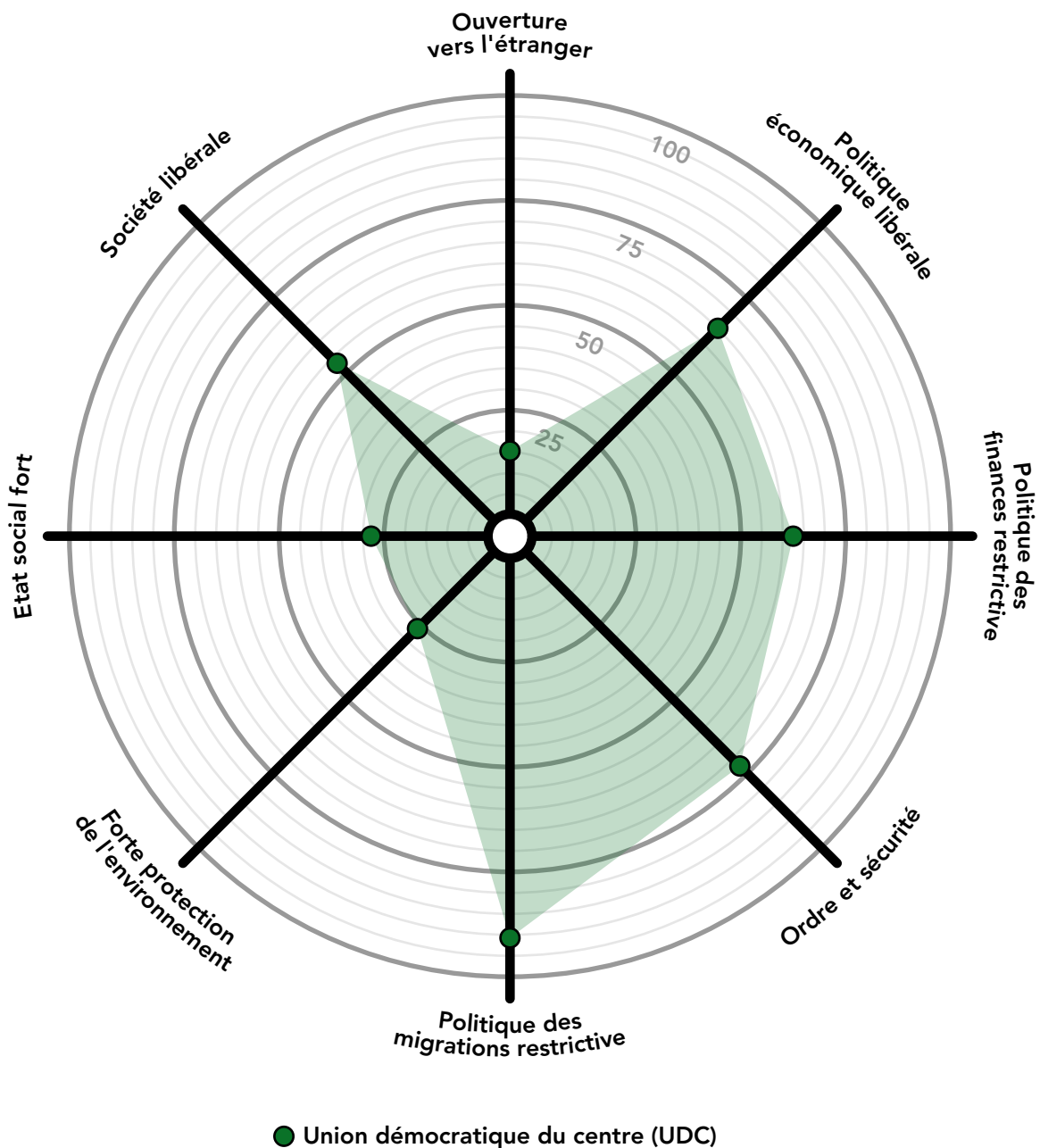
Depuis les années 1990, l'UDC défend aussi de manière percutante, une attitude ferme en matière de politique d'asile et de politique d'intégration des étrangers, la justice et l'ordre, des formes de famille traditionnelles, des réductions d'impôts, ainsi qu'une diminution des interventions et des dépenses de l'Etat (à l'exception de l'agriculture et de l'armée). Grâce à ces prises de position, l'UDC a réussi à voler des voix aussi bien aux sections droites des deux partis du centre PDC et PLR, qu'aux petits partis de droite (Démocrates suisses). Du point de vue géographique, l'UDC s'est imposée avec succès en Suisse centrale et en Suisse romande. Au cours des dernières années, l'UDC a enregistré une forte croissance même parmi les ouvrières et ouvriers, mais aussi parmi les employés, qui étaient depuis longtemps des électeurs traditionnels du PSS. En 2003, l'UDC s'est vue attribuer un second siège au Conseil fédéral, grâce auquel, elle est passée en peu de temps d'un des plus petits parti gouvernementaux au plus grand.

Cette forte croissance a laissé des marques. Le parti conservateur de droite géré sévèrement, toléra de moins en moins quand ses membres optaient ouvertement pour une position moins conservatrice. Par conséquent, cela engendra la séparation du Parti bourgeois démocratique (PBD) en 2008, qui jouit surtout d'une forte position dans les cantons de Berne, des Grisons et de Glaris.

En 2011, l'UDC obtint 26,6 % des suffrages et 54 sièges au Conseil national, ce qui en fit le parti le plus représenté aux Chambres fédérales.

# PROFIL POLITIQUE

Le smartspider de l'UDC



© www.smartvote.ch / www.sotomo.ch

Le smartspider se base sur la moyenne des réponses de tous les candidat-e-s du parti ayant répondu au questionnaire de smartvote pour les élections fédérales 2015.

**Aide à l'interprétation:** Le graphique smartspider établit le profil politique sur la base de huit objectifs politiques. Une valeur de « 100 » signifie une forte approbation de l'un de ces objectifs, une valeur de « 0 » signifie une désapprobation. Par exemple, une valeur de « 100 » sur l'axe « Ordre et sécurité » signifie que le parti est en faveur de lois sévères, d'une police et armée forte et qu'il préconise des valeurs tel que l'ordre et la discipline.

Plus d'informations sur : [https://www.smartvote.ch/downloads/methodology\\_smartspider\\_fr\\_CH.pdf](https://www.smartvote.ch/downloads/methodology_smartspider_fr_CH.pdf)

## Positions politiques

Les tableaux suivants montrent la position médiane des candidat-e-s de l'UDC par rapport aux questions de smartvote.

Etat social & famille		Réponse
1	Êtes-vous favorable à une hausse de l'âge de la retraite pour les hommes et les femmes (p. ex. à 67 ans)?	Plutôt oui
2	Pensez-vous qu'il soit justifié que la Confédération soutienne financièrement la garde extra-familiale des enfants?	Non
3	Un congé paternité payé de plusieurs semaines devrait-il être instauré en plus de l'assurance maternité existante?	Non
4	Seriez-vous favorable à ce que des prestations complémentaires pour les familles à faible revenu soient introduites à l'échelon national?	Non
5	Êtes-vous favorable à l'adaptation des directives de l'aide sociale qui prévoit une réduction des prestations pour les familles nombreuses et les jeunes adultes?	Oui
6	Le taux de conversion, qui règle la hauteur de la rente LPP (2ème pilier), devrait-il être adapté à l'allongement de l'espérance de vie et diminué de 6.8% à 6.0%?	Oui

Santé publique		Réponse
7	Seriez-vous favorable à une augmentation de la franchise minimale de l'assurance maladie obligatoire (LAMal) de 300 à 500 CHF?	Plutôt oui
8	Une vaccination obligatoire des enfants, basée sur le plan de vaccination suisse, devrait-elle être instaurée?	Plutôt non
9	Les traitements médicaux par méthodes complémentaires (alternative) doivent-ils continuer à être pris en charge, après 2017, par l'assurance maladie obligatoire (LAMal)?	Plutôt oui
10	Est-il nécessaire de fermer davantage d'hôpitaux en Suisse pour réduire les coûts de la santé?	Plutôt oui

Formation & recherche		Réponse
11	L'État devrait-il davantage s'engager pour une égalité des chances en matière de formation (p. ex. avec des coupons pour effectuer des cours de rattrapage pour les élèves venant de familles à faible revenu)?	Non
12	Êtes-vous favorable à une harmonisation des programmes d'études entre les cantons (p. ex. par les projets "Lehrplan 21" ou PER)?	Non
13	Une deuxième langue nationale devrait-elle être enseignée à l'école primaire dans tous les cantons?	Oui
14	D'après le concept de l'école intégrative, les enfants avec des difficultés d'apprentissage ou des handicaps sont, en principe, intégrés à des classes normales. Approuvez-vous cette approche?	Plutôt non
15	Pensez-vous qu'il soit justifié que des dispenses scolaires soient accordées pour des motifs religieux pour certaines branches ou activités (p. ex. cours de gymnastique/de natation, camps scolaires ou cours d'éducation sexuelle)?	Non
16	Lors de l'attribution de subventions à des projets de recherche, la Confédération devrait-elle davantage tenir compte des bénéfices économiques qu'ils génèrent?	Oui

<b>Migration &amp; intégration</b>		<b>Réponse</b>
17	Seriez-vous favorable à ce que le droit de vote au niveau communal soit instauré pour les étrangers qui vivent en Suisse depuis au moins dix ans et ce, dans toute la Suisse?	Non
18	La naturalisation devrait-elle être facilitée aux étrangers de la troisième génération?	Non
19	Les permis de séjour des migrants et migrantes non ressortissants des Etats membres de l'UE/AELE devraient-ils être obligatoirement liés au respect de la Convention d'intégration?	Oui
20	Êtes-vous favorable à la légalisation du statut des sans-papiers par un octroi collectif et unique de permis de séjour?	Non
21	La Suisse devrait-elle accueillir plus de groupes de réfugiés (contingents de réfugiés), provenant directement de zone de crise, et pour lesquels le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) recherche des pays d'accueil?	Non

<b>Société &amp; éthique</b>		<b>Réponse</b>
22	Les couples homosexuels sous le régime du partenariat enregistré devraient-ils pouvoir adopter des enfants?	Non
23	En juin 2015, le peuple a accepté d'assouplir les règles relatives à la procréation médicalement assistée (votation fédérale sur le diagnostic préimplantatoire, DPI). Approuvez-vous cette décision?	Plutôt oui
24	La consommation de cannabis ainsi que la possession pour usage personnel devraient-elles être légalisées?	Non
25	Seriez-vous favorable à l'introduction d'un quota de femmes au sein des conseils d'administration et des directions des entreprises cotées en bourse?	Non
26	Seriez-vous favorable à ce que l'euthanasie active directe administrée par un médecin soit autorisée en Suisse?	Plutôt oui
27	Approuveriez-vous la mise en place du don d'organe automatique (consentement présumé) en Suisse?	Plutôt non
28	La Confédération devrait-elle se retirer de la promotion de la culture?	Plutôt oui

<b>Finances &amp; impôts</b>		<b>Réponse</b>
29	Les couples mariés devraient-ils être taxés en tant que personnes individuelles (imposition individuelle)?	Plutôt oui
30	Selon vous, la baisse des impôts au niveau fédéral représente-elle une priorité pour les quatre prochaines années?	Oui
31	Dans le cadre de la troisième réforme de l'imposition des entreprises (RIE III), la Confédération et les cantons devraient-ils accepter les pertes de recettes fiscales pour garder les sociétés internationales, plus facilement délocalisables, en Suisse?	Oui
32	Êtes-vous favorable à l'instauration d'un impôt sur les gains en capital appliqué sur les titres?	Non
33	Dans le cadre de la péréquation financière (RPT), les cantons à forte capacité financière désirent réduire nettement leurs versements aux cantons à faible capacité financière. Soutenez-vous cette décision?	Plutôt oui
34	Le secret bancaire devrait-il être levé à l'intérieur du pays à l'égard des autorités fiscales suisses?	Non

<b>Economie &amp; travail</b>		<b>Réponse</b>
35	Êtes-vous favorable à l'instauration d'un salaire minimum de 4'000 CHF pour tous les salariés (pour un poste à plein-temps)?	Non
36	La protection contre le licenciement des travailleur-euse-s âgé-e-s (plus de 50 ans) doit-elle être renforcée?	Non
37	Les paiements directs destinés à encourager la production biologique devraient-ils être augmentés au détriment des exploitations agricoles conventionnelles?	Non
38	La politique régionale de la Confédération doit-elle se concentrer davantage sur le développement économique dans les villes et les agglomérations?	Non
39	L'importation facilitée des denrées alimentaires provenant de l'UE (principe du Cassis de Dijon) devrait-elle être exclue?	Oui
40	Êtes-vous en faveur d'une libéralisation complète des horaires d'ouverture des magasins (fixation des horaires d'ouverture selon leur propre appréciation)?	Oui
41	Approuveriez-vous une interdiction générale de publicité pour l'alcool et le tabac?	Non

<b>Energie</b>		<b>Réponse</b>
42	Êtes-vous favorable à la libéralisation totale du marché de l'électricité (également pour les PME et les ménages privés)?	Plutôt oui
43	Une initiative populaire demande la sortie de l'énergie nucléaire d'ici à 2029. Y êtes-vous favorable?	Non
44	Les directives de protection de l'environnement et du paysage devraient-elles être assouplies pour favoriser la construction et l'agrandissement de centrales éoliennes, solaires et hydrauliques?	Plutôt oui
45	Jusqu'à présent, une taxe sur le CO2 est en vigueur sur les combustibles fossiles (mazout, gaz naturel). Cette taxe devrait-elle être étendue aux carburants (p. ex. essence, gazole)?	Non

<b>Environnement et transports</b>		<b>Réponse</b>
46	Le moratoire en vigueur dans l'agriculture suisse concernant les plantes et les animaux génétiquement modifiés doit-il être prolongé au-delà de 2017?	Plutôt oui
47	Êtes-vous favorable à un assouplissement des dispositions de protection des grands prédateurs (lynx, loups, ours)?	Oui
48	L'utilisation purement touristique des places d'atterrissage en montagne (p.ex. l'héliski) devrait-il être interdit?	Non
49	En vue de la réfection du tunnel routier du Gothard, le Parlement a décidé de construire un second tube. Êtes-vous favorable à cette décision?	Oui
50	Les tronçons autoroutiers très fréquentés (p. ex. Berne-Zurich ou Lausanne-Genève) devraient-ils être étendus à trois voies sur tout le tracé?	Oui
51	Une initiative populaire exige que la surface totale des zones à bâtir en Suisse soit limitée à l'état actuel. Soutenez-vous cette initiative?	Non

<b>Institutions</b>		<b>Réponse</b>
52	Le financement des partis ainsi que celui des campagnes pour les élections et les votations devrait-il être complètement transparent?	Non
53	Les décisions de la Cour européenne des droits de l'homme (CrEDH) sont contraignantes pour la Suisse. Trouvez-vous cela juste?	Non
54	Seriez-vous favorable à la mise en place d'un service citoyen général obligatoire (service militaire, service civil prolongé ou engagement milicien dans la commune) pour les hommes et les femmes?	Plutôt non

<b>Justice &amp; sécurité</b>		<b>Réponse</b>
55	Êtes-vous favorable à une réduction significative de l'effectif de l'armée limité à 100'000 soldats maximum?	Non
56	Au cours des dernières années, les règles d'acquisition et de possession d'armes se sont renforcées. Êtes-vous favorable à cette évolution?	Plutôt non
57	Devrait-on élargir les pouvoirs des autorités en charge de la sécurité en ce qui concerne la surveillance préventive de la correspondance postale, téléphonique et électronique?	Plutôt oui
58	À l'avenir, le droit pénal des mineurs devrait-il mettre davantage l'accent sur l'exécution de longues peines d'emprisonnement dans des établissements fermés plutôt que sur des mesures de réinsertion sociale?	Plutôt oui
59	La Suisse possède une des lois les plus sévères en matière d'excès de vitesse sur la route (réglementation sur les « chauffards »). Celle-ci devrait-elle être assouplie?	Plutôt oui
60	La Suisse devrait-elle dénoncer l'accord de Schengen avec l'UE et réintroduire un contrôle des personnes directement aux frontières?	Oui

<b>Relations extérieures</b>		<b>Réponse</b>
61	La Suisse devrait-elle engager des négociations quant à son adhésion à l'UE au cours des quatre prochaines années?	Non
62	À votre avis, l'application rigoureuse de l'initiative sur l'immigration de masse doit-elle avoir la priorité sur le maintien des accords bilatéraux conclus avec l'UE?	Oui
63	La Suisse devrait-elle engager des négociations pour un accord de libre échange avec les Etats-Unis?	Plutôt oui
64	Les règles de responsabilité pour les entreprises domiciliées en Suisse devraient-elles être renforcées en matière de respect des droits humains et des standards environnementaux dans leurs activités à l'étranger?	Non
65	La politique étrangère de la Suisse devrait-elle s'orienter vers une interprétation plus stricte de la neutralité?	Oui

Le tableau suivant montre la position médiane des candidat-e-s de l'UDC par rapport aux questions sur le budget de smartvote.

<b>Dépenses de la Confédération</b>		<b>Réponse</b>
66	Aide au développement et coopération économique (3'000 Mio. CHF)	Réduire
67	Défense nationale (4'700 Mio. CHF)	Augmenter
68	Sécurité publique (1'100 Mio. CHF)	Augmenter
69	Formation et recherche (7'400 Mio. CHF)	Ne pas changer
70	Prévoyance sociale (22'400 Mio. CHF)	Réduire
71	Circulation routière (3'100 Mio. CHF)	Augmenter
72	Transports publics (5'300 Mio. CHF)	Ne pas changer
73	Environnement et aménagement du territoire (1'500 Mio. CHF)	Réduire
74	Agriculture (3'700 Mio. CHF)	Ne pas changer
75	Contributions aux cantons dans le cadre de la péréquation financière (3'200 Mio. CHF)	Ne pas changer

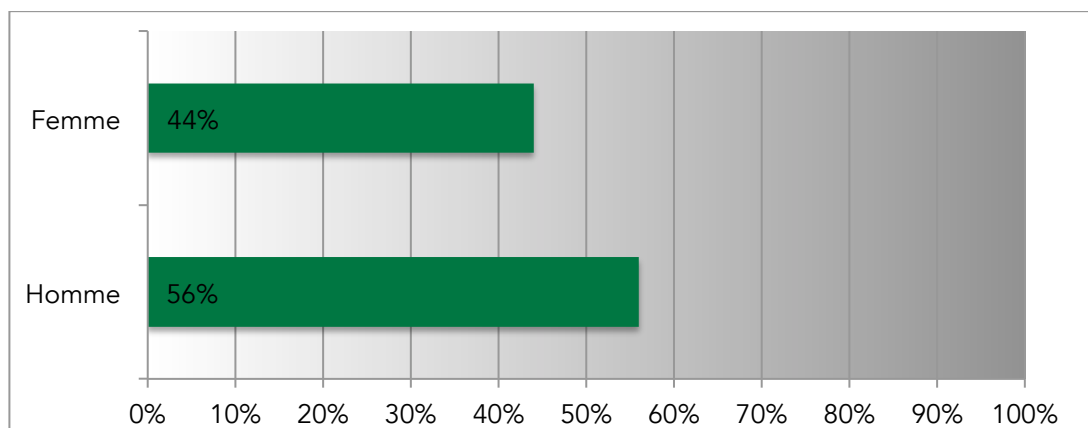


## Profil des électeurs-trices

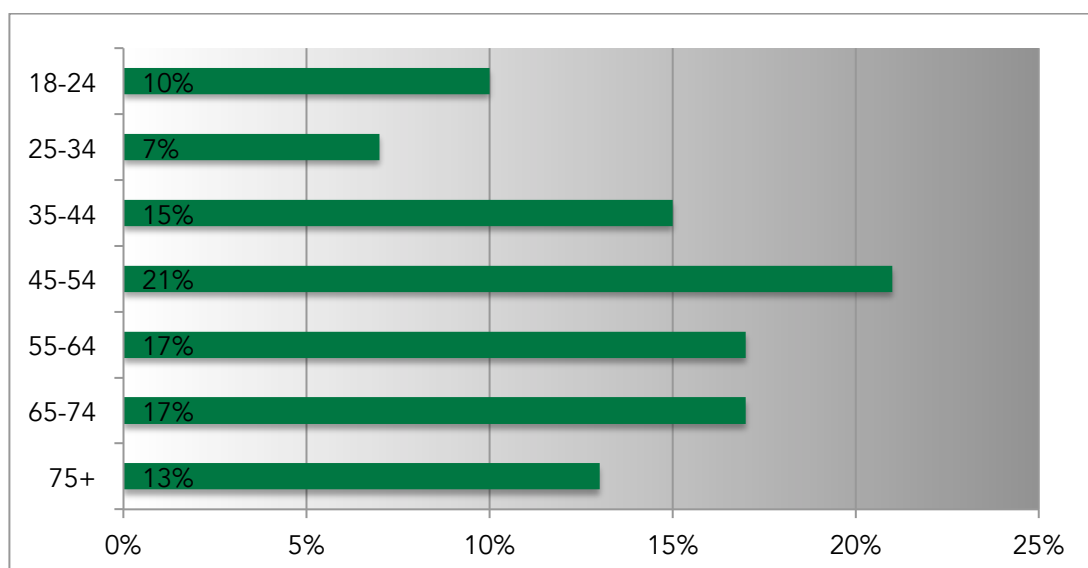
Les figures suivantes montrent qui élit l'Union démocratique du centre (UDC). Les données sont issues de l'enquête électorale SELECTS 2011. Ce sondage représentatif a été effectué après les élections fédérales de 2011. Plus de 3'000 personnes ont été interrogées par téléphone.

Aide à la lecture: L'ensemble de l'électorat suisse peut être catégorisé selon différents critères (p.ex. âge, sexe, profession). Les figures suivantes décrivent les caractéristiques des électeurs de 2011 qui ont élit le parti dont il est question. Par exemple, si le diagramme à barres indique une valeur de 45% dans la catégorie « féminin », cela signifie que sur l'ensemble des électeurs ayant indiqué avoir voté pour le parti dont il est question, 45% sont des femmes.

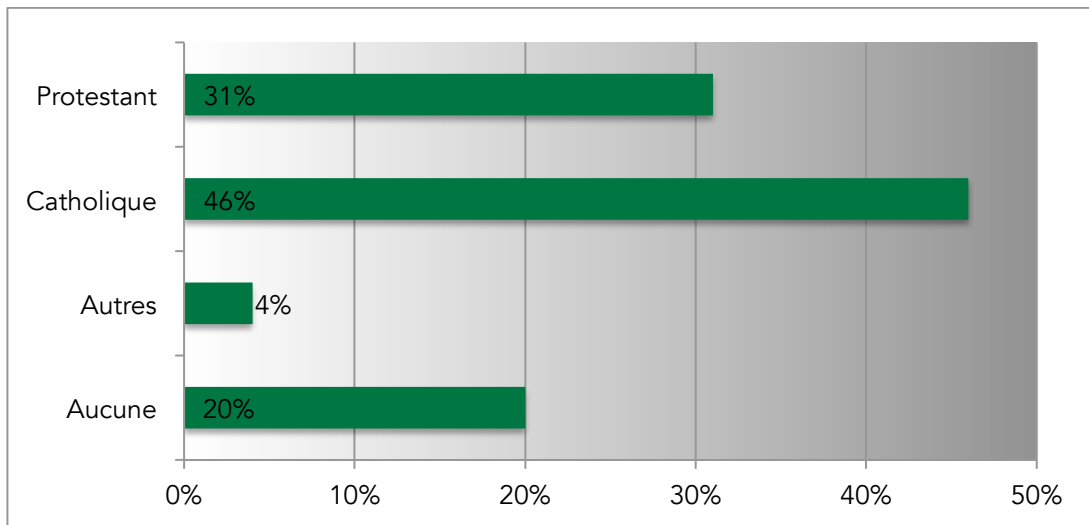
### Sexe UDC



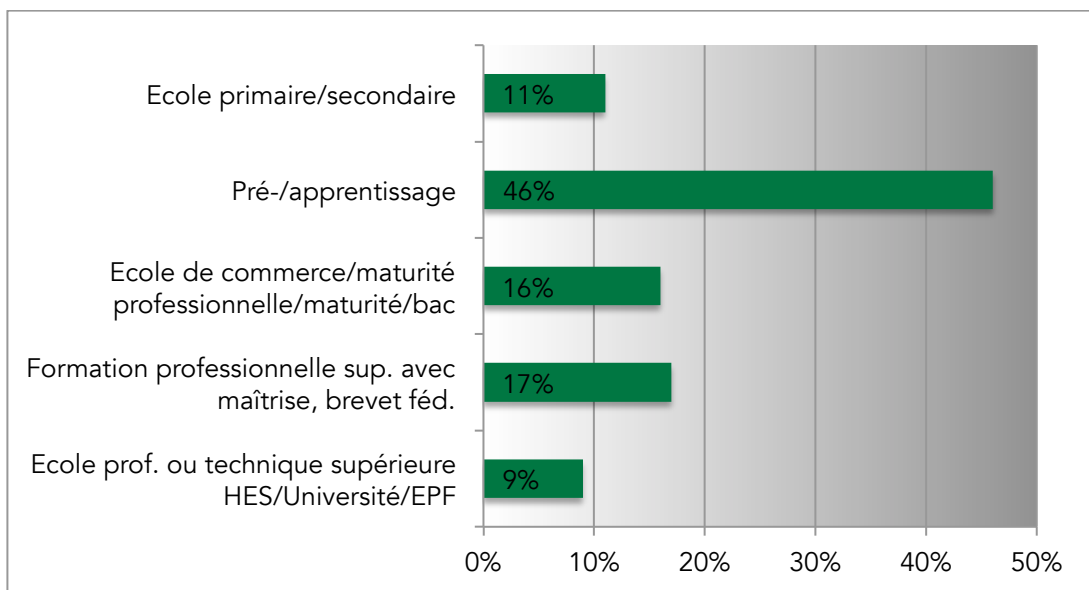
### Âge UDC



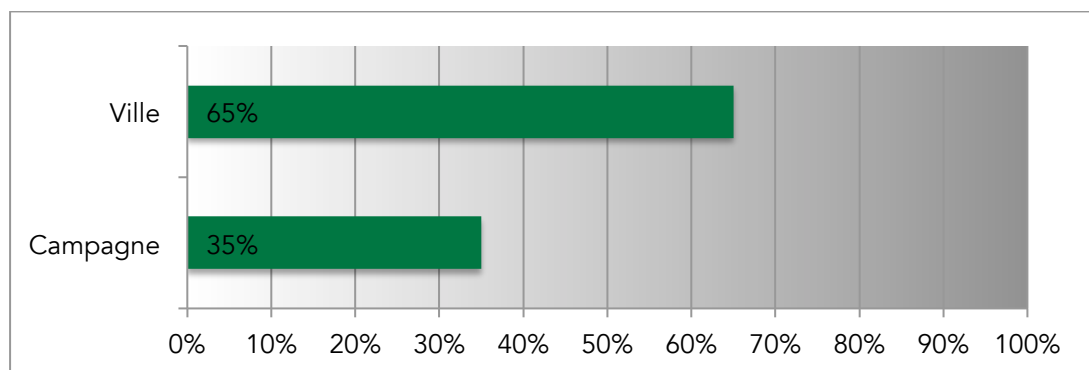
## Confession UDC



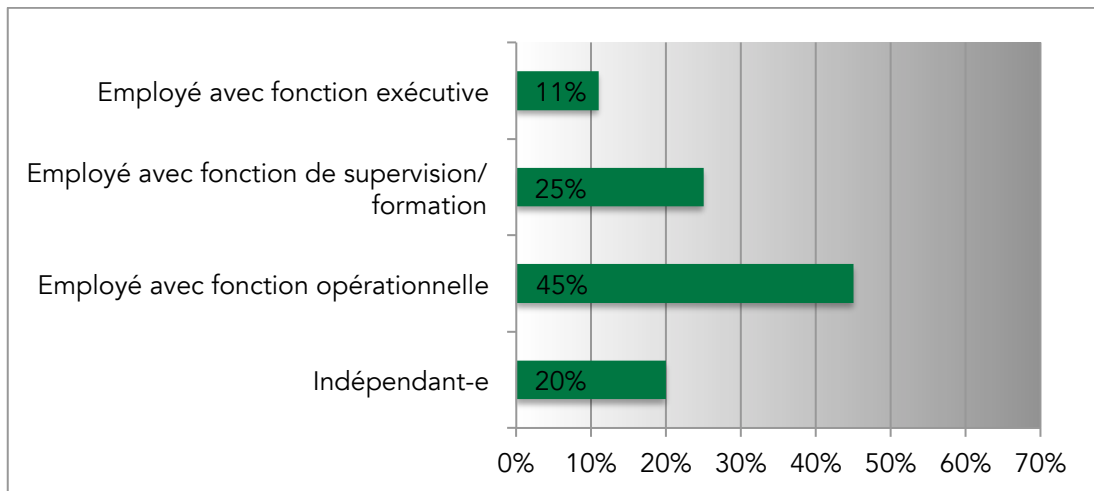
## Formation UDC



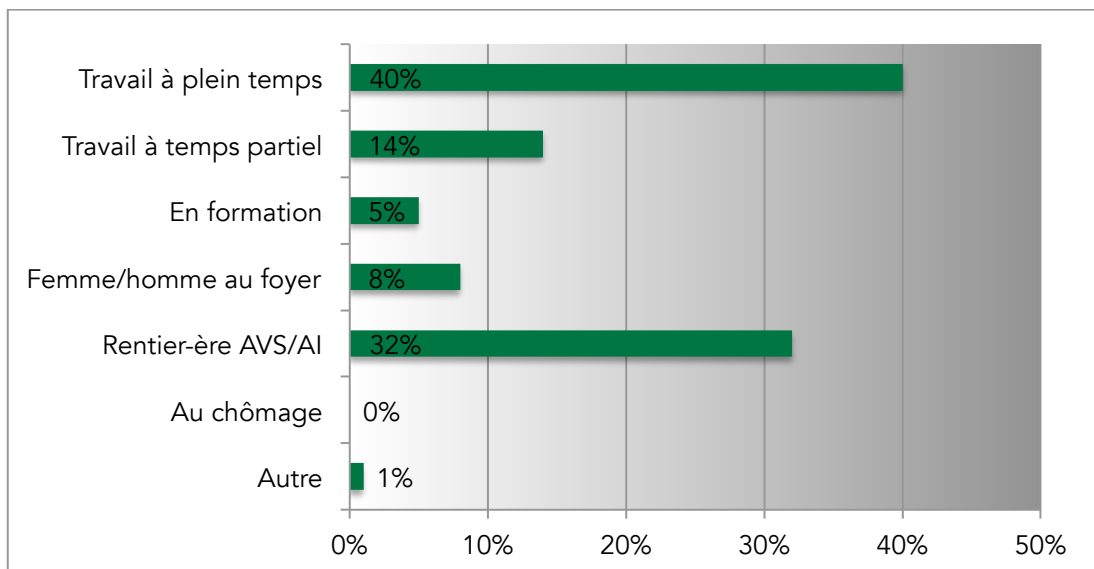
## Région UDC



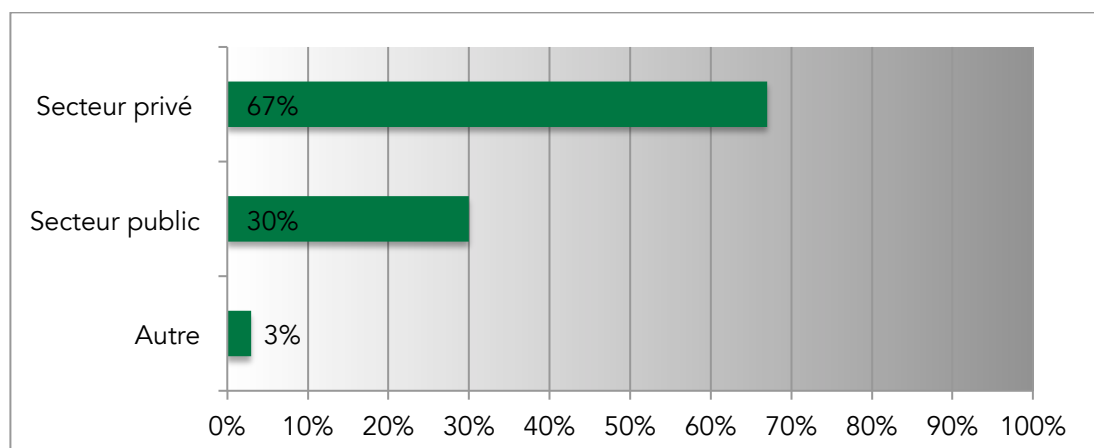
## Situation professionnelle UDC



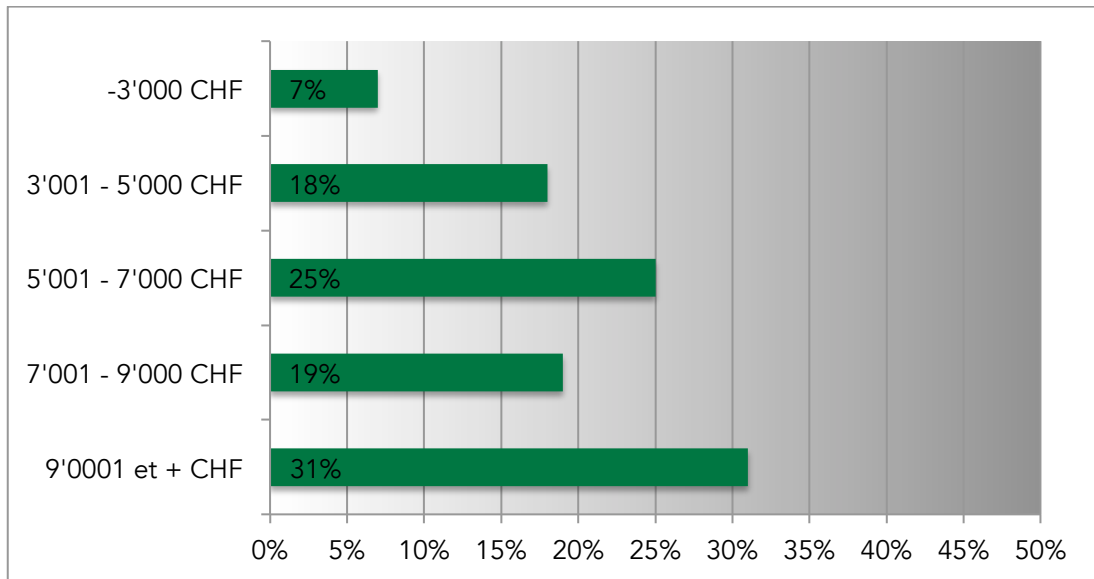
## Occupation actuelle UDC



## Secteur UDC



## Revenu mensuel UDC (du ménage)



**smartvote** 

Case postale 834  
3000 Berne 9  
+41 (0)22 534 99 28  
contact@smartvote.ch



[www.entraide.ch](http://www.entraide.ch)